

Patrick Le Galès

GILLES PINSON

Dans votre dernier livre, vous vous intéressez aux cadres supérieurs européens et à leur rapport avec leur environnement urbain. Pourquoi ?

Pour plusieurs raisons. La première, c'est qu'en sociologie urbaine on a beaucoup travaillé sur les classes populaires, les migrants et sur le 1 % qui constituent l'élite sociale et finalement très peu sur les 10 % situés sous les élites qui bénéficient d'un revenu conséquent et d'un haut niveau d'éducation (au moins un master). La deuxième raison, c'est qu'historiquement la bourgeoisie européenne a toujours exercé un rôle structurant sur les villes. Au travers de leurs choix résidentiels, leurs pratiques de consommation, mais aussi leurs stratégies de scolarisation des enfants, les cadres supérieurs ont un rôle de structuration de la ville, c'est un peu une nouvelle bourgeoisie urbaine. On entend beaucoup dire que ce groupe social a désormais des stratégies qui débordent l'échelle urbaine et même nationale. Les managers des différentes villes européennes partagent de plus en plus les mêmes valeurs, les mêmes modes de vie, qui peuvent laisser penser que serait en train d'émerger quelque chose comme une nouvelle bourgeoisie urbaine européenne.

Ce groupe social aurait-il « largué les amarres » vis-à-vis de ces ancrages locaux ou nationaux ?

Il y a effectivement toute une littérature qui défend cette idée de « nouveaux barbares », de cadres supérieurs complètement désencastés et déterritorialisés. Ce n'est abso-

« Les cadres supérieurs plébiscitent encore le modèle de la ville européenne »

lument pas ce que nous avons vu dans les quatre villes – Milan, Madrid, Paris et Lyon – dans lesquelles nous avons enquêté. Parmi ces managers, seulement un tiers est ou a été concerné par une mobilité transnationale dans sa vie professionnelle. La majorité de ces managers restent très profondément ancrés dans leur ville et leur espace national. Par ailleurs, ce qui est frappant, c'est que ceux qui partent reviennent, et reviennent là où ils habitaient avant, là où ils ont de la famille ou des amis. La plupart du temps, ceux qui acceptent une mobilité le font parce qu'ils obtiennent de pouvoir revenir. Plus ils ont des assurances sur les conditions de leur retour, plus ils sont prêts à partir. Fondamentalement, ils restent extrêmement encastrés et enracinés dans leur ville, dans leur métropole et dans leur territoire national. Enfin, quand on observe les

pratiques de ces cadres supérieurs dans la ville, ce qui est très frappant, c'est à quel point ils sont très présents dans la ville. On est loin de la figure de groupe enfermé dans les « *gated communities* »¹. Ils sortent énormément, ils fréquentent les espaces publics et les transports publics. Ils utilisent les services publics et les transports. Ils vont dans des écoles publiques ou privées. Ils n'ont pas peur de la mixité et d'ailleurs, plus ils sont présents depuis longtemps dans une ville, plus ils acceptent la diversité sociale et la mixité... parce qu'ils contrôlent les interactions.

Toutefois, vous utilisez le terme d'« *exit partiel* » pour qualifier ce rapport à l'environnement urbain et national...

C'est un concept inspiré de la théorie de Hirschmann² qui disait que lors-

1 | Ce terme, que l'on peut traduire par « résidence » ou « quartier fermé », désigne une zone résidentielle clôturée et sécurisée et dont l'accès est strictement réglementé. Les dispositifs de sécurité et l'ensemble des services collectifs sont financés par des redevances versées par les copropriétaires.

2 | Économiste et sociologue étatsunien d'origine allemande, Albert Otto Hirschman élabore ce triptyque dans l'ouvrage éponyme *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States* paru en 1970. Cette grille d'analyse permettant de comprendre les comportements individuels et collectifs va être largement utilisée en sciences politiques pour étudier les conditions d'émergence ou de non-émergence de l'action collective.

Patrick Le Galès est directeur de recherches au CNRS, professeur à Sciences Po Paris et doyen de la nouvelle École urbaine de Sciences Po Paris. Il associe dans ses travaux un intérêt pour les villes et les sociétés urbaines d'une part et pour l'action publique et l'État d'autre part. Ses travaux se sont structurés autour d'une intrigue centrale : si l'on fait l'hypothèse que l'État national n'est pas la fin de l'histoire, à quelles autres échelles et selon quelles modalités les liens sociaux et politiques peuvent-ils se reconstruire ? Et quel rôle les villes peuvent-elles jouer dans cette nouvelle donne ? Sa grand œuvre *Le Retour des villes européennes* (Presses de Sciences Po, 2011 pour la 2^{de} édition) est consacré à cette question. Dans son dernier ouvrage, *Un monde à la carte* (avec Alberta Andreotti et Francisco Javier Moreno-Fuentes, PUF, 2016), il revient sur cette question en s'intéressant aux rapports qu'entre-tiennent les cadres supérieurs avec l'environnement urbain.



qu'un consommateur, un électeur ou un habitant est mécontent des prestations qu'une entreprise, une formation politique ou un territoire lui offre, il a le choix entre trois comportements : rester loyal (*loyalty*), exprimer son mécontentement pour faire changer les choses (*voice*) ou partir, « changer de crèmerie » (*exit*). Pour qualifier le rapport des cadres supérieurs à leur ville d'origine, nous avons forgé le concept d'« *exit* partiel ». Ce sont des gens qui vont partir un peu, pour revenir ensuite et tenter de changer les choses dans leur ville et leur pays d'origine et en tirer avantage. Les femmes cadres supérieures à Madrid et à Milan sont clairement dans ce cas de figure. Elles ont beaucoup de mal à avoir une carrière correcte dans leur ville respective. La solution pour elles, c'est de partir à l'étranger, d'y obtenir

des positions professionnelles de très haut niveau, puis de revenir à Milan ou Madrid en position de dirigeantes. On va vers l'extérieur pour cumuler des ressources et puis on revient dans son pays d'origine pour améliorer sa situation et changer son pays d'origine.

Les cadres supérieurs du sud-ouest de l'Europe ne vont-ils pas progressivement aligner leurs comportements sur ceux de leurs homologues britanniques ou américains, qui semblent moins attachés à un point d'ancrage initial ?

On sait que les relations familiales sont beaucoup plus importantes en Europe continentale qu'au Royaume-Uni. Et ça fait cinq cents ans que ça dure ! Donc, il n'y a pas de raison de penser que cela va changer radicalement. Pour ma part, je ne crois pas du tout

à cette idée de mobilité généralisée. Contrairement à ce que l'on croit, nous ne sommes pas face à un mouvement général d'augmentation de la mobilité. Je crois davantage à la généralisation de logiques d'*exit* partiel : on est un peu mobile et on intègre ça dans des stratégies de vie qui s'inscrivent encore dans un cadre national et urbain.

La mobilité généralisée n'est donc pas un horizon inévitable ?

Non, je ne le crois pas. D'abord on voit bien que la mobilité transnationale est liée à un type d'éducation et à un type d'entreprise. Elle touche bien évidemment les migrants, notamment les migrants économiques. Après, il y a tout le reste de la société. Pour la vaste majorité de la population, il est probable qu'on voit une augmentation très graduelle de la mobilité transna-

tionale, mais complètement articulée à de profonds ancrages territoriaux. Donc je ne crois absolument pas à cette mobilité généralisée. De plus, on voit bien, avec le Brexit par exemple, que ces mobilités sont très réversibles. Les Français de Londres sont souvent tout à fait prêts à revenir et ont d'ailleurs commencé à investir dans l'immobilier.

Quel impact ces pratiques de mobilité croissante des cadres supérieurs peuvent-elles avoir sur la ville, les relations sociales en ville, la ségrégation urbaine ?

Cela aussi, c'est un des résultats très clair de notre enquête. Les cadres supérieurs ne cherchent pas à se mettre à l'écart du reste de la société. Ils veulent être complètement intégrés à la société urbaine, mais ils veulent choisir à quelles conditions et à quels moments. Ils ont développé des stratégies très fines pour être à distance de certains groupes socio-ethniques à certains moments et au contraire à proximité pour d'autres. Le cas classique, c'est l'école. Si vous êtes cadre supérieur et que vous habitez dans un quartier avec une très forte concentration de cadres supérieurs, il n'y a aucun problème pour mettre vos enfants à l'école publique. À l'inverse, si vous êtes dans un quartier extrêmement mélangé, là les cadres ont peur

de l'école publique et mettent leurs enfants dans l'école privée. Donc, il y a un jeu de distance et de proximité. Les cadres supérieurs restent parfois dans des quartiers mélangés, parce qu'ils y ont grandi. Ils maîtrisent parfaitement les codes des quartiers diversifiés donc ils sont parfaitement capables de choisir les associations, les endroits où ils vont aller au restaurant. Il arrive que ceux qui vivent dans des quartiers de concentration de cadres supérieurs développent des stratégies pour échapper à l'homogénéité sociale. Je me rappelle d'entretiens réalisés au Vésinet, où les gens me disaient : « *Bon, on est dans le quartier du Vésinet, plus forte concentration de cadres supérieurs en région parisienne, mais je veux quand même que mon enfant joue au foot pour se mélanger avec d'autres enfants.* » Donc il y a ce jeu compliqué de distance et de proximité. Cela s'exprime aussi dans leurs rapports aux services publics. Contrairement à leurs homologues britanniques qui refusent de pratiquer et de financer les services publics, nos cadres supérieurs continentaux sont attachés à la qualité du service public. Bref, la bonne nouvelle, c'est que ces managers ne sont pas favorables à plus de ségrégation. La mauvaise nouvelle, c'est qu'ils ne feront pas de cadeaux non plus. Si l'école publique se dégrade dans leur quartier, ils n'hésiteront pas à jouer la carte de l'*exit*.

Quelles sont les politiques publiques qui, à terme, pourraient garantir un minimum d'ancrage de ces groupes sociaux qui peuvent prétendre à l'*exit* ?

Une des manières d'ancrer ces groupes, c'est d'assurer la qualité de l'école, des transports, des services de santé, des espaces publics. Ils sont très sensibles à cette dimension-là. La deuxième chose, c'est que s'ils sont favorables avec le fait de se mélanger à d'autres populations, cela doit se faire à leurs conditions. Il y a des limites qui, pour eux, ne sont pas à franchir. Ils sont très réservés sur les politiques du logement social ou les équipements qui pourraient faire venir dans leurs quartiers des gens de banlieue. On comprend qu'il faut un peu de mélange social, mais jusqu'à un certain point, et sous contrôle. Être en capacité de contrôler l'environnement urbain est quelque chose d'essentiel pour ces groupes.

Ces cadres supérieurs sont-ils encore disposés à s'investir dans la vie politique locale ?

Dans l'ensemble, ils ne participent pas plus ou pas moins que le reste de la population. Ils ne sont pas plus mobilisés que le reste de la population ou plutôt aussi peu mobilisés que le reste de la population. Ils travaillent beaucoup, ils voyagent pas mal, en

tout cas, pour certains d'entre eux. Et donc, leur temps disponible est assez peu réservé aux questions politiques. Ils sont plutôt peu mobilisés sur les questions politiques, associatives et, au niveau local, dans la vie municipale ; sauf pour défendre un intérêt particulier sur des projets singuliers qui pourraient mettre en cause leur intérêt.

Quelles sont les villes qui bénéficient des stratégies de localisation de ces cadres supérieurs ?

On sait aujourd'hui qu'il y a une tendance à la concentration des cadres supérieurs dans les très grandes métropoles. Si on prend le cas de la France, la métropole parisienne est clairement devenu le « pays » des cadres supérieurs. À mesure que le nombre des cadres supérieurs tend à augmenter dans la structuration sociale française, leur concentration dans la région parisienne s'est accentuée. Cela s'explique de plusieurs manières. D'une part, on sait que la très grande majorité des emplois de cadres supérieurs « destinés » aux femmes sont en région parisienne. Donc il est difficile pour une femme qui veut faire carrière d'éviter Paris. On sait aussi qu'il y a des logiques sociales de reproduction sociale très fortes. On le voit sur les mariages. On sait que les

femmes cadres supérieurs épousent très rarement des gens d'un niveau social inférieur au leur. Les couples de cadres supérieurs ont dès lors de très fortes chances de se former et de résider à Paris. Tout cela contribue au renforcement de la concentration spatiale de ce groupe social. L'effet métropolisation est donc très important pour cette catégorie sociale.

Qu'est-ce que cette enquête nous dit globalement sur les villes européennes et peut-être plus particulièrement sur les villes d'Europe continentale par rapport aux villes dans le monde ?

Ce que montre notre enquête, c'est que le modèle de la ville européenne continentale reste robuste et attractif. Ce modèle génère encore des groupes sociaux qui s'investissent sur ces territoires et désirent y revenir, y compris lorsqu'ils ont fait l'expérience de la mobilité internationale. Ce que cela montre, c'est qu'il n'y a pas que Londres et Paris. Que l'Europe est dotée d'une solide trame de capitales régionales. Même si les dynamiques et les politiques de métropolisation avantagent Paris et Londres, les grandes capitales régionales les plus dynamiques continuent à tirer leur épingle du jeu. Elles ont investi dans tout un ensemble d'équipements publics et de ressources collectives

auxquels les cadres supérieurs sont très sensibles. En revanche, on a eu le sentiment dans cette enquête que l'écart s'accroît entre les cadres supérieurs et les cadres classiques de l'ère industrielle, pour le dire vite. Il n'y a plus guère de disposition chez les cadres supérieurs contemporains à vivre dans des villes moyennes françaises, des préfectures ou des villes industrielles. Il y a un accroissement des inégalités territoriales entre le monde de ces classes supérieures qui peuvent vivre dans les très grandes villes et dans les capitales régionales, et celui des villes petites et moyennes. Pour ces dernières, les chances d'attirer ces groupes sont aujourd'hui très maigres. —